- 4) Sumitomo Chemical Agro Europe et Philagro France supporteront leurs propres dépens ainsi que ceux exposés par la Commission.

**Arrêt du Tribunal (troisième chambre) du 17 octobre 2007 —
InterVideo/OHMI (WinDVD Creator)**

(affaire T-105/06)

«*Marque communautaire — Demande de marque communautaire figurative WinDVD Creator — Motifs absolus de refus — Article 4 et article 7, paragraphe 1, sous b) et c), du règlement (CE) n° 40/94*»

1. *Marque communautaire — Définition et acquisition de la marque communautaire — Motifs absolus de refus — Marques composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir à désigner les caractéristiques d'un produit [Règlement du Conseil n° 40/94, art. 7, § 1, c)] (cf. points 46, 52)*

2. *Marque communautaire — Dispositions de procédure (Règlement du Conseil n° 40/94, art. 74, § 1) (cf. points 41, 42)*

Objet

Recours formé contre la décision de la deuxième chambre de recours de l'OHMI du 31 janvier 2006 (affaire R 987/2005-2) concernant l'enregistrement du signe figuratif WinDVD Creator comme marque communautaire.

Données relatives à l'affaire

Demandeur de la marque communautaire:	InterVideo Inc.
Marque communautaire concernée:	Marque figurative WindDVD Creator pour des produits de la classe 9 — demande n° 4106936
Décision de l'examineur:	Refus de l'enregistrement
Décision de la chambre de recours:	Rejet du recours

Dispositif

- 1) Le recours est rejeté.
- 2) InterVideo Inc. est condamnée aux dépens.

**Ordonnance du juge des référés du 18 octobre 2007 — Ristic e.a./Commission
(affaire T-238/07 R)**

«Référé — Demande de sursis à exécution — Directive 96/23/CE —
Défaut d'urgence — Balance des intérêts»

1. *Référé — Sursis à exécution — Mesures provisoires — Conditions d'octroi — «Fumus boni juris» — Urgence — Mise en balance de l'ensemble des intérêts en cause (Art. 242 CE et 243 CE; règlement de procédure du Tribunal, art. 104, § 2) (cf. points 42, 43)*
2. *Référé — Sursis à exécution — Mesures provisoires — Conditions d'octroi — Urgence — Préjudice grave et irréparable (Art. 242 CE et 243 CE; règlement de procédure du Tribunal, art. 104, § 2) (cf. points 48-50)*